



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
E'mail : communistes@sitecommunistes.org

09/08/2023

Niger :

Mobilisation pour empêcher une intervention néocolonialiste

La situation au Niger évolue vers une perspective de reprise en main de son destin et de ses ressources par le peuple nigérien. Depuis la prise de pouvoir des militaires, les manifestations de soutien se multiplient.

Un texte important de l'ensemble des confédérations syndicales du Niger

Il est particulièrement important, pour le Parti Révolutionnaire Communistes, de regarder et analyser les positions des organisations de travailleurs. Ainsi, l'ensemble des confédérations syndicales du pays, regroupées dans trois intersyndicales, ont signé un texte commun donnant leur point de vue sur la situation le 3 août dernier.

Dans ce texte, les syndicats dénoncent les manœuvres de la France, notamment sa volonté, après la prise de pouvoir « *d'opérer des frappes sur le palais présidentiel de Niamey situé en plein cœur de la capitale peuplée de plus de deux millions d'habitants, à quelques mètres de l'Hôpital National de Niamey, à 400 mètres du centre hospitalier universitaire et de l'université de Niamey* ». Ils évoquent la tentative d'atterrissage à l'aéroport de Niamey de « *deux cents éléments des forces spéciales françaises, en provenance d'un pays voisin* ». L'État français a donc tenté d'intervenir dès les premiers jours du renversement du président Bazoum, au service des intérêts de l'impérialisme français et occidental.

Les organisations syndicales unies condamnent les sanctions antisociales de la CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest) et son instrumentalisation par la France, qui a poussé et pousse encore à une intervention militaire des pays qui constituent cette union économique et appuie leur ultimatum. Voici ce que dit le texte intersyndical : « *Quel triste sort pour une organisation sensée favoriser l'intégration économique des pays membres, réduite aujourd'hui à protéger des chefs d'Etat corrompus, mal élus et vomis par leurs peuples ! Qui finance cette organisation qui n'a jamais eu les moyens d'équiper les armées des pays membres pour faire face au terrorisme, sinon la France ?* ».

Les confédérations syndicales s'adressent au Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP, formé par les militaires) pour faire part de leurs revendications immédiates. L'intersyndicale « *demande au CNSP de dénoncer les accords coloniaux et exige notamment le départ de l'ambassadeur de France et de toutes les forces étrangères du Niger* ». Plus loin, elle « *demande au CNSP de traduire tous les auteurs, coauteurs et complices des détournements des biens publics devant les tribunaux* ».

Face à la menace d'intervention militaire pilotée par la France l'UAS-Niger (Unité d'Actions Syndicales, c'est le nom du regroupement des confédérations syndicales) : « *Salue et félicite la décision digne, fraternelle, courageuse et panafricaine des pays frères du Mali, du Burkina Faso, et de la Guinée-Conakry de nous accompagner dans cette épreuve. Elle salue également les positions responsables des pays frères de l'Algérie et de la Mauritanie vis-à-vis des décisions de la CEDEAO* ». Et, pour faire face à l'éventuelle intervention militaire, elle termine son texte par un appel à l'ensemble des Nigériens en général et aux travailleurs en particulier « *à se mobiliser autour du CNSP et à se tenir prêts de jour comme de nuit, de façon permanente afin de répondre avec promptitude aux multiples facettes de l'ennemi* ».

Ce texte signé par l'ensemble des organisations syndicales confédérées du Niger, y compris le collectif des syndicats des commerçants, indique clairement l'état d'esprit des organisations de travailleurs : défendre leur pays et en finir avec les résidus de la colonisation.

Le mot d'ordre du néocolonialisme : le retour à l'ordre constitutionnel

C'est le leitmotiv des pays impérialistes concernés, la France, par la voix de sa ministre des Affaires étrangères,

Catherine Colonna, et les USA par celle de la sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, Victoria Nuland, grande connaisseuse en matière de coups d'État, puisqu'elle en a organisé plusieurs, hors des USA.

A ce sujet, nous ne nous souvenons pas que, lors du coup d'État fascisant du Maïdan à Kiev en 2014, les puissances impérialistes du bloc autour des USA, ni leur soi-disant "communauté internationale" n'aient réclamé un retour à l'ordre constitutionnel.

Ces réactions à géométrie variable nous indiquent bien que la démocratie réelle est le cadet des soucis des impérialistes, ce qui leur importe seulement, c'est l'accaparement des ressources naturelles et les profits des grands capitalistes.

Le spectre de la Russie pour cacher les vraies raisons des révoltes

Le Parti Révolutionnaire Communistes s'est, à de multiples reprises, exprimé à propos de la guerre impérialiste en Ukraine. Il ne nourrit aucune illusion sur l'impérialisme russe. Il est évident que les capitalistes russes et surtout chinois, ainsi que leur État respectif, sont prêts à profiter de la volonté grandissante des peuples africains de se débarrasser de la vieille tutelle coloniale française et de la plus récente tutelle états-unienne.

Mais expliquer qu'il ne s'agit au Niger que d'une bagarre entre les puissances colonialistes vieillissantes et les nouvelles est totalement faux. Il y a une propagande intense, notamment de Macron et de Blinken, le secrétaire d'État US, qui nous explique que les mercenaires de Wagner seraient partout installés au Niger, sans preuve. Le secteur international de la CGT relaie lui aussi cette "information".

En Ukraine, il y a une guerre impérialiste, mais au Niger, il y a cette volonté qui grandit des peuples francophones d'Afrique de l'Ouest de voir cesser le pillage de leurs ressources et de chasser les militaires français qui y sont en résidence.

Les va-t-en-guerre de la CEDEAO en difficulté

L'ultimatum a passé, et personne ne voit rien venir pour l'instant. Il y a tout lieu de continuer à être vigilants, la possibilité d'une intervention française directe ou indirecte n'est pas terminée. Mais les dirigeants des pays guerriers de la CEDEAO doivent compter avec leurs peuples, qui ne veulent pas de guerre dans le Sahel. C'est notamment le cas du belliciste président du Nigéria, Bola Tinubu. Ils sont également sensibles à la position très ferme de l'Algérie à ce sujet qui condamne toute intervention au Niger.

Ces difficultés des dirigeants de la CEDEAO ne peuvent que réjouir les progressistes de tous les pays. Comme eux, le Parti Révolutionnaire Communistes est opposé à toute intervention militaire au Niger qu'elle vienne de l'État français ou de ses séides ou des USA.

Bas les pattes, néocolonialistes hors du Niger !

Le "droit d'ingérence", fut théorisé, après la fin des pays socialistes, entre autres, par Bernard Kouchner, lequel s'est récemment étonné qu'il n'y ait pas eu aussi d'intervention au Mali, au Burkina ou en Guinée. Il s'agit d'un leurre, comme tous les artifices déployés par les puissances impérialistes. Toute la question est celle de la défense des intérêts de leurs capitalistes.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, les affaires du Niger ne regardent que les Nigériens et certainement pas les puissances néocoloniales. Les travailleurs et le peuple du Niger sont capables de régler leurs affaires et n'ont nul besoin de qui que ce soit pour décider à leur place, seulement de la solidarité des peuples du monde.

Les richesses du sol nigérien n'appartiennent pas aux capitalistes français ou états-uniens, ni aux corrompus qui les servent, comme Bazoum. Elles appartiennent au peuple nigérien et doivent lui revenir.

Vive le peuple du Niger et la solidarité internationaliste pour le soutenir.